

Après le Brexit, quel avenir pour l'Irlande du Nord ?

dimanche 26 novembre 2017, par [Ana POUVREAU](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Ana POUVREAU](#), **Après le Brexit, quel avenir pour l'Irlande du Nord ?** , *Diploweb.com*
: la revue géopolitique, 26 novembre 2017.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Ana Pouvreau présente les implications du Brexit pour l'Irlande du Nord, puis les scénarios envisageables. Un document utile pour s'y retrouver dans une situation pour le moins confuse.

LES électeurs d'Irlande du Nord se sont prononcés à 56% en faveur du maintien dans l'UE le 23 juin 2016, lors du referendum sur l'appartenance du Royaume-Uni (*United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*) à l'Union européenne (UE). Cependant, le résultat à l'échelle nationale a été largement en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE, un processus complexe qui n'est pas achevé à ce jour. Il conduit cependant à s'interroger sur l'avenir de l'Irlande du Nord.

Près de vingt ans se sont écoulés depuis la signature de l'*Accord du Vendredi Saint (Good Friday Agreement)*, le 10 avril 1998. Ce traité a mis fin à plus de trois décennies d'un conflit sanglant entre protestants (41,6 % de la population selon le recensement de 2011) et catholiques (40,8 %), une période pudiquement désignée par l'appellation de « *Troubles* » (3700 morts et près de 50 000 blessés).

Dans le cadre de « la dévolution du pouvoir », à savoir le statut accordant des pouvoirs du Parlement britannique aux parlements et aux branches exécutives des nations constitutives du Royaume-Uni, processus lancé par l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair, à la fin des années 1990, une Assemblée nord-irlandaise unicamérale « dévolue » a été créée à Belfast, dans la foulée de l'Accord de paix de 1998. Son ambition était de réunir les différentes communautés pour gouverner. Suspendue à plusieurs reprises, notamment entre octobre 2002 et mai 2007, en raison de la rupture du processus de paix, la dévolution a été finalement restaurée en Irlande du Nord. 90 députés (*Members of the Legislative Assembly, MLAs*) y siègent. Les unionistes protestants du *Democratic Union Party (DUP)* défendent l'appartenance de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni. Les républicains catholiques du *Sinn Féin* en faveur de l'unité de l'Irlande, y disposent du plus grand nombre de députés. En raison de désaccords persistants à la suite des élections de mars 2017, l'exécutif nord-irlandais (*Northern Ireland Executive*) « dévolu » est à ce jour vacant car il n'a pu être désigné par l'Assemblée.

Au plan économique, année après année, le pays, qui se trouve être la plus petite des 4 nations constitutives du Royaume-Uni (14 000 km², 3% de la population), est **le récipiendaire de subventions considérables** de la part du gouvernement britannique avec 9,2 milliards de livres sterling en 2013-2014. Cet apport substantiel a notamment permis de maintenir à flot les services publics et l'aide sociale dans cette région post-industrielle où le taux de chômage des jeunes varie entre 20 et 25% [1].

Depuis 1989, l'Irlande du Nord bénéficie également d'une aide financière conséquente de la part de l'UE. A titre d'exemple, entre 1995 et 2016, 1,3 milliard d'euros lui ont été attribués dans le cadre du programme européen PEACE de soutien à la paix entre les communautés. Un programme de 270 millions de livres sterling supplémentaires est actuellement en cours [2]. Elle dépend aussi très largement des fonds de la Politique Agricole Commune (PAC). A l'horizon 2020, [l'UE devait accorder aux fermiers nord-irlandais près de 2,5 milliards d'euros.](#)

Dans ce contexte particulier, [la perspective du Brexit](#), qui pourrait devenir réalité à compter de mars 2019, a fait surgir de nombreuses interrogations quant à l'avenir de l'Irlande du nord et à l'organisation de ses relations avec Londres et l'UE. Dans un document de synthèse publié le

16 août 2017 [3], le gouvernement britannique a souligné les spécificités que présente le cas de l'Irlande du Nord et il a tenté de dégager des pistes de réflexion pour l'avenir du pays.



Considérons les implications du [Brexit](#) pour l'Irlande du Nord, puis les scénarios envisageables.

Les implications du Brexit pour l'Irlande du Nord ou le temps des peurs

« Hard » ou « Soft » Brexit ?

Face à la crise des migrants (2015-2016) qui, comme l'avait pressenti le président du Conseil européen, Donald Tusk, a constitué un facteur déclencheur majeur du Brexit [4], la Première ministre britannique Theresa May poursuit le double objectif de reprendre le contrôle des frontières nationales, tout en conservant pour le Royaume-Uni un accès maximum au marché unique de l'UE en ce qui concerne les marchandises. Les autres Etats membres de l'UE considèrent, pour leur part, de manière unanime, que ces deux exigences sont incompatibles [5]. Le débat sur les modalités du Brexit fait donc rage avec des implications majeures pour l'Irlande du Nord comme pour la République d'Irlande.

{{}}

Dans le cas d'un « Soft Brexit », l'accès au marché unique, au moins pour certains secteurs de l'économie, serait maintenu, ainsi que la libre circulation des personnes en échange d'une contribution du Royaume-Uni au budget de l'UE.

Dans le cas d'un « Hard Brexit » ou « Clean Brexit », le [Royaume-Uni](#) quitterait le marché unique européen, ce qui impliquerait le retour des droits de douane. Une version encore plus restrictive envisagerait la sortie de l'Union douanière européenne, union dont même la Turquie

fait partie. Cette sortie présenterait l'avantage pour les Britanniques de pouvoir négocier leurs propres accords de libre-échange avec les autres Etats de la planète. Dans la configuration d'un « Hard Brexit », la libre circulation des personnes et notamment celle des ressortissants de l'UE entre le Royaume-Uni et le continent, ne serait plus à l'ordre du jour. Visas et permis de travail seraient désormais nécessaires pour se rendre sur le sol britannique et pour y travailler.

La Norvège et la Suisse ainsi que le Canada depuis la signature de l'Accord économique et commercial global (CETA), le 30 octobre 2016 ont, pour leur part, pu négocier des relations à la carte avec l'UE sur l'accès partiel au marché unique et la libre circulation des personnes. Ce qui laisse une certaine marge de manœuvre aux parties britannique et européenne, dans les difficiles négociations en cours [6].

Inquiétudes persistantes

Comme le souligne l'écrivain irlandais Colm Toibin, avec le Brexit, l'Irlande du Nord court le risque de devenir « une région aux marges d'un pays marginalisé » [7]. C'est pourquoi un faisceau d'inquiétudes et de peurs s'est emparé d'une partie de la population. Signe révélateur : les demandes de passeports délivrés par la République d'Irlande au bénéfice de ressortissants de l'Irlande du Nord ont augmenté de 106% après le référendum sur le Brexit [8].

Tout d'abord, en cas de « Hard Brexit », la nécessité d'ériger une frontière physique entre les deux Irlande et de voir réapparaître des files d'autos et de camions est une perspective tout à fait rédhibitoire et fait l'objet d'un consensus tant au Sud qu'au Nord. Le gouvernement britannique insiste sur la nécessité de trouver des solutions « *flexibles et imaginatives* », exclut la réinstallation des « *infrastructures frontalières physiques* » et des « *postes de douane* », supprimés en 1998 à la suite de l'accord de paix. Londres souhaite que la démarcation entre les deux Irlande reste la plus invisible possible [9]. Car il faudrait couper les ponts, bloquer les petites routes et les chemins frontaliers tant cette frontière de 500 km de long, que traversent chaque jour entre 23 000 et 30 000 personnes, est devenue inscutable, traversant certaines maisons, fermes ou pubs !

Cette frontière devenue invisible à partir de 1998 est « le symbole le plus tangible de l'aboutissement du processus de paix » [10]. En effet, érigés à compter de l'année 1923 avec l'établissement de l'*Irish Free State*, les postes de douane, *check-points* militaires et miradors, qui émaillaient la frontière et qui furent démantelés, étaient la cible d'attaques fréquentes de la part de l'*Irish Republican Army* (IRA) pendant la période des « *Troubles* ».

La fermeture de la frontière avec la République d'Irlande aurait avant tout un impact négatif sur l'économie de l'Irlande du Nord. En effet, les échanges commerciaux entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne représentent 22% des ventes de biens de l'Irlande du Nord, soit 10,7 milliards de livres sterling en 2015. La République d'Irlande est le premier partenaire commercial de l'Irlande du Nord, qui y a exporté 2,7 milliards de livres sterling de marchandises au cours de cette même année. Cependant, pour le gouvernement britannique, ces échanges transfrontaliers pourraient être considérés comme des échanges locaux échappant ainsi aux règles internationales. Quant aux questions relatives aux tarifs douaniers et aux paiements, celles-ci pourraient être résolues facilement après la mise en place d'un nouveau système électronique de reconnaissance des plaques d'immatriculation, en

préparation [11]].

Cependant, en cas de « Soft Brexit », qui impliquerait un accord douanier allégé, le maintien de la zone de voyage commune pour les personnes existant depuis 1923 entre l'Irlande, le Royaume-Uni et plusieurs îles, et la libre-circulation des citoyens britanniques et irlandais, toutes les parties s'interrogent sur des solutions pour éviter que la frontière ne devienne une voie de passage détournée pour l'immigration illégale et pour la résurgence d'une économie frontalière de contrebande [12]. Le gouvernement britannique se veut rassurant, en arguant que le Royaume-Uni et la République d'Irlande pourront conserver un régime spécial de circulation des personnes sans vulnérabiliser leurs frontières, attendu que l'Irlande n'est pas dans Schengen [13].

Mais en ce qui concerne [les ressortissants de l'UE](#) déjà installés en Irlande du Nord - dont plus de 30 000 Polonais, arrivés après l'entrée de la Pologne dans l'UE - l'avenir s'est soudain assombri avec le spectre du Brexit.

II. Scénarios

Face aux innombrables incertitudes soulevées par la sortie programmée du Royaume-Uni de l'UE, tandis que des voix s'élèvent, à la fois en République d'Irlande et en Irlande du Nord, pour **demander un référendum sur l'Irlande unie**, il paraît essentiel d'examiner la faisabilité des deux scénarios principaux désormais envisagés :

Option 1 - La naissance d'un micro-Etat indépendant nord-irlandais.

Dans ce scénario 1, l'Irlande du Nord se séparerait de la Grande-Bretagne pour devenir un micro-Etat souverain indépendant et membre de l'UE tout en reconnaissant l'autorité de la Couronne britannique [14]. Une solution similaire rencontre également un écho favorable en Ecosse, où 62% des électeurs se sont prononcés en 2016 en faveur du maintien dans l'UE. Elle rencontre le même accueil favorable auprès de certains électeurs londoniens europhiles qui verraient bien leur ville devenir une ville-Etat sur le modèle de Singapour ou de Monaco, quitter le cadre britannique et devenir membre de l'UE [15]. En Irlande du Nord, un tel scénario est privilégié par de nombreux protestants. Ils sont pour la plupart des descendants de colons écossais et se considèrent aujourd'hui, soit comme spécifiquement nord-irlandais (Ulster) soit comme britanniques, mais rarement comme des Irlandais. Pour l'écrivain et historien nord-irlandais Peter Millar, la qualification de "nord-irlandais" était, pendant la période des « *Troubles* », plus une négation qu'une affirmation. « Cela faisait référence à ce que je n'étais pas, écrit-il, et non pas à ce que j'étais [...]. En Irlande du Nord, l'adjectif britannique était subtilement connoté de sectarisme, celui de mes origines protestantes ». [16]].

A la différence du scénario pour l'indépendance de Londres, le spectre d'une Irlande du nord indépendante ne semble pas provoquer le même degré d'inquiétude. La persistance des souvenirs douloureux de la période des « *Troubles* » (attentats sanglants, assassinats, tortures, atteintes récurrentes aux droits de l'homme) : « le passé entaché de sang » comme le décrit Peter Millar, explique peut-être le désir de certains Britanniques d'en finir avec les tensions intercommunautaires toujours latentes. Par ailleurs, en raison des subventions considérables

qui lui sont accordées par le gouvernement britannique - de l'ordre de 9 milliards de livres sterling par an - **l'Irlande du Nord est perçue comme un fardeau financier** par certains citoyens britanniques.

Mais ce scénario est-il réaliste ? Pour Peter Millar [17], l'Irlande du Nord ne peut en aucun cas devenir un micro-Etat indépendant, car cela serait tout à fait contraire à l'accord du « Vendredi saint », qui constitue l'unique base de la paix. Ni le *Sinn Féin* ni le Parti unioniste démocrate (en anglais : *Democratic Unionist Party*, DUP) ne sont en faveur de cette option, et ils sont les deux seuls partis de poids. Le *Sinn Féin* est en faveur de la réunification des deux Irlande, tandis que le DUP veut à tout prix demeurer dans le giron britannique. Ainsi, personne ne voudrait réellement d'une Irlande du Nord « indépendante ».

De surcroît, au plan économique, le pays dispose de peu de ressources. En dépit d'investissements massifs de l'UE en faveur d'infrastructures touristiques telles que le spectaculaire centre Titanic à Belfast, qui coûta près de 77 millions de livres sterling [18] ou la Chaussée des géants (*The Giants Causeway*), mise en valeur grâce à 18 millions d'euros de l'UE, sur la côte d'Antrim, le tourisme reste faible. L'industrie reste fortement dépendante de l'aide britannique, comme l'a d'ailleurs montré la panique récente autour du constructeur aéronautique Bombardier, cas qui ne fut en dernier ressort résolu que par le biais d'Airbus.

« Le scénario de la réunification des deux Irlande a un peu plus de chance d'aboutir, mais cela pourrait prendre 20 ans et requerra la tenue d'un référendum de part et d'autre de la frontière. Si le vote avait lieu maintenant, le « oui » aurait beaucoup plus de chances de l'emporter qu'il y a une génération, mais ne serait pas pour autant garanti », conclut Peter Millar.

Option 2- « United Ireland » ou la réunification des deux Irlande

Alors que le centenaire de la partition de l'Irlande, scindée depuis 1921, approche, le projet de réunification de l'Irlande du Nord - soit 6 comtés de la province irlandaise d'Ulster- avec la République d'Irlande, est en voie de réactivation. Le projet « *United Ireland* », au nom duquel combattirent les républicains pendant des décennies pourrait donc enfin trouver un aboutissement. Cette solution est souvent présentée comme la solution la plus pragmatique face aux nouvelles contraintes induites par le Brexit. La réunification des deux Irlande permettrait à la fois de garantir la libre circulation des personnes et des marchandises et de clarifier une fois pour toutes les relations entre les deux entités [19]. En septembre 2016, selon un sondage commandé par la *BBC*, 22% des nord-irlandais se déclaraient en faveur d'une Irlande Unie [20].

Ce scénario 2 est perçu favorablement en République d'Irlande - à l'évidence par les députés du *Sinn Féin* - qui en appellent aux dirigeants européens et à l'Union européenne pour soutenir une telle initiative, mais également par les autres formations politiques, comme le montre le consensus concernant le rapport du sénateur Mark Daly de la formation de centre-droit *Fiance Fail*, sur « Le Brexit et l'avenir de l'Irlande », rendu public en août 2017 [21]. Celui-ci se base notamment sur le précédent de la réunification entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est (3 octobre 1990), réclame un statut spécial pour l'Irlande du Nord et le soutien de l'UE par le biais d'une déclaration du président de la Commission européenne favorable à l'unité de l'Irlande [22]. Ceci nécessiterait la tenue d'un référendum sur la réunification comme le

prévoit d'ailleurs l'Accord de paix de 1998.

Cependant, pour le nouveau Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, un tel référendum serait susceptible de raviver les tensions intercommunautaires et n'est donc pas souhaitable [23]]. L'écrivain irlandais Colm Toibin juge, quant à lui, que dans l'état actuel de « sombre confusion », la création d'une Irlande unifiée paraît être l'option la moins susceptible d'aboutir. « Ce scénario est digne d'intérêt », écrit-il, « uniquement dans la mesure où il demeure ce qu'il fut dans les décennies passées, à savoir le rêve de certains et le cauchemar des autres, en particulier en Irlande du Nord mais également pour la majorité des citoyens irlandais, qui sont indifférents et comme d'ailleurs en Grande-Bretagne ».

Les promoteurs de cette solution ne doivent pas sous-estimer **les difficultés qui se poseraient en cas de réunification**. Comme le souligne la journaliste Mary Dejevski, pourtant en faveur de l'unité irlandaise, « *les héros des uns sont les traîtres des autres* ». C'est pourquoi les symboles de la division que sont les drapeaux et les monuments ne sont pas à prendre à la légère. A Belfast et à Londonderry/Derry, deuxième ville d'Irlande du Nord, **catholiques et protestants restent englués dans les affres de la ségrégation. En raison de telles crispations, on se demande comment les deux communautés pourraient partager le même Etat si elles ne sont toujours pas en mesure de cohabiter dans une même ville**. Les droits des protestants, qui se retrouveraient minoritaires dans une telle configuration, devraient être protégés par des dispositions particulières dans le cadre d'un nouvel Etat fédéral irlandais.

Le risque de raviver les tensions intercommunautaires est donc toujours latent. Pour les Britanniques, le souvenir des attentats meurtriers de Brighton, Belfast ou Manchester commis par les membres de l'IRA est encore frais dans les mémoires. A titre d'exemple, trente ans après, dans le cadre d'une vaste enquête de police sur l'opération « Kenova » et l'agent double Freddie Scappaticci (« *Stakeknife* »), des juges tentent actuellement d'élucider les liens entre le renseignement militaire britannique (*Force Research Unit*, FRU) et des groupes paramilitaires loyalistes en Irlande du Nord pendant la période des « *Troubles* » [24]].

En conclusion, aucun des deux principaux scénarios ne paraît réalisable pour l'heure, mais avec les tensions liées au mouvement vers l'indépendance de la Catalogne, à leur paroxysme, le 28 octobre 2017, **les revendications séparatistes se trouvent renforcées au sein même de l'UE**. Les partis régionalistes prospèrent. C'est le cas notamment en Flandre, au Pays basque, en Corse et dans les Iles Féroé. Au Royaume-Uni, l'Ecosse et l'Irlande du Nord envisagent leur destin hors du cadre britannique. Cette tendance s'est exprimée avec une vigueur renouvelée après la tenue du référendum sur le Brexit et il est prévisible que ce phénomène ira crescendo tandis que [le processus d'éclatement des Etats-nations s'intensifiera](#).

Copyright Novembre 2017-Pouvreau/Diploweb.com

P.-S.

Spécialiste de géopolitique, écrivain et chercheur en sciences politiques, Ana Pouvreau est docteur ès lettres de l'Université de Paris IV-Sorbonne et diplômée de Boston University en relations internationales et études stratégiques. Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages de géostratégie.

Notes

[1] Ana Pouvreau et Mark Porter ; “Northern Ireland’s Financial Crisis Sparks Fears of Violence”, Newsweek, 14 November 2014.

[<http://www.newsweek.com/2014/11/21/northern-irelands-financial-crisis-sparks-fears-violence-283750.html>]

[2] Gerry Moriarty : “CAP payments critical to N Irish economy - Phil Hogan”, The Irish Times, 9 mai 2016.

[<https://www.irishtimes.com/news/ireland/irish-news/cap-payments-critical-to-n-irish-economy-phil-hogan-1.2641493>]

[3] “Policy paper : Northern Ireland and Ireland - position paper”, publié par le Northern Ireland Office and Department for Exiting the European Union, 16 août 2017.

[<https://www.gov.uk/government/publications/northern-ireland-and-ireland-a-position-paper>]

[4] Déclaration de Donald Tusk le 10 février 2016 devant le Comité des régions : “La crise migratoire constitue le pire contexte pour le référendum [sur l’appartenance du Royaume-Uni à l’UE] car il est si aisé de blâmer l’UE dans son intégralité, les institutions européennes et les autres pays européens » in “Migrant crisis could trigger Brexit, fears EU’s Tusk” par Matthew Holehouse, The Telegraph, 10 février 2016.

[5] Philippe Bernard : « Hard Brexit, soft Brexit, quelles sont les différences ? », Le Monde, 16 janvier 2017.

[http://www.lemonde.fr/referendum-sur-le-brexit/article/2017/01/16/hard-brexit-soft-brexit-quelles-sont-les-differences_5063641_4872498.html]

[6] Ibid. Philippe Bernard : « Hard Brexit, soft Brexit, quelles sont les différences ? », Le Monde, 16 janvier 2017.

[http://www.lemonde.fr/referendum-sur-le-brexit/article/2017/01/16/hard-brexit-soft-brexit-quelles-sont-les-differences_5063641_4872498.html]

[7] Colm Tóibín : “The North must become an independent EU state”, The Irish Times, 15 mars 2017.

[<https://www.irishtimes.com/news/ireland/irish-news/colm-t%C3%B3ib%C3%ADn-the-north-must-become-an-independent-eu-state-1.3010252?mode=amp>]

[8] Lisa O’Carroll : “Irish passports soar in popularity after Brexit vote”, The Guardian, 5 janvier 2017

[<https://www.theguardian.com/world/2017/jan/05/irish-passports-soar-in-popularity-amid-brexit>].

[9] Héraline Lefrançois : « Brexit : le casse-tête de la frontière entre les deux Irlande », Libération, 16 août 2017.

La démarcation devra être “as seamless and frictionless as possible”, est-il indiqué en page 14 du UK Policy Paper du 16 août 2017.

[10] Ibid. UK Policy Paper du 16 août 2017.

[11] “Continuity in the availability of goods for the EU and the UK - position paper”, publié par le Department for Exiting the European Union, 21 août 2017.

[<https://www.gov.uk/government/publications/continuity-in-the-availability-of-goods-for-the-eu-and-the-uk-position-paper>]

[12] H elaine Lefrançois : « Brexit : le casse-tête de la frontière entre les deux Irlande », Libération, 16 août 2017.

[13] UK Position Paper du 21/08/2017.

[14] Voir l’article de Judy Dempsey : « Will Brexit drive Northern Ireland out of the UK ? », The Washington Post, 24 mai 2017.

[15] Mathilde Golla : « Brexit : une pétition pour l’indépendance de Londres récolte près de 200.000 signatures », Le Figaro, 27 juin 2016

[<http://premium.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2016/06/24/32001-20160624ARTFIG00315-brexit-des-londoniens-militent-pour-l-independance-de-la-capitale-britannique.php>].

[16] Peter Millar : “St Patrick’s Day 2017 : Ireland looks to a progressive and potentially united future”, The Independent, 17 mars 2017.

[http://www.independent.co.uk/news/long_reads/st-patricks-day-2017-ireland-united-troubles-republic-eu-membership-stormont-elections-northern-a7626971.html]

[17] Entretien avec l’auteure du 24/10/2017.

[18] Kevin Magee : “Titanic Belfast : Will it rival Disneyland, Tate Modern and the Guggenheim ?”, 29 March 2012 [<http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-17552802>]

[19] Mary Dejevsky : “A united Ireland is the only practical solution to Brexit”, The Independent, 17 ao ut 2017, (independent.co.uk).

[20] “Irish Brexit report sets out united Ireland proposal”, BBC News, 2 ao ut 2017.

[<http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-40799475>]

[21] Houses of the Oireachtas Report : “Brexit and the Future of Ireland : Uniting Ireland and its People in Peace and Prosperity” by Senator Mark Daly, Joint Committee on the Implementation of the Good Friday Agreement.

[<http://www.oireachtas.ie/parliament/media/committees/implementationofthegoodfridayagreement/jcigfa2016/Brexit-and-the-Future-of-Ireland.pdf>]

[22] Thomas Lemahieu : « Irlande. Pour conjurer le Brexit, Dublin soutient une réunification de l’ ile », L’Humanité, 4 ao ut, 2017.

[<https://www.humanite.fr/irlande-pour-conjurer-le-brexit-dublin-soutient-une-reunification-de-l-ile-639877>]

[23] "Leo Varadkar 'very much opposed' to a united Ireland referendum", The Belfast Telegraph, 14 juillet 2017.

[<http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/republic-of-ireland/leo-varadkar-very-much-opposed-to-a-united-ireland-referendum-35932315.html>]

[24] A visionner l'excellent documentaire de la BBC : « The Spy inside the IRA », 18 avril 2017, [<http://www.bbc.co.uk/programmes/b08l636g>]